



Echos de la

MONUSCO

Kivu : la sécurité des camps de déplacés toujours préoccupante



■ **Nord Kivu :**
une mobilisation générale
pour le rapatriement des
combattants FDLR

■ **Sud Kivu : les**
confidences du docteur
Denis Mukwege, de
retour à Bukavu

■ **Equateur :**
la MONUSCO soutient
les efforts de la
jeunesse pour la paix

Sommaire



Photo MONUSCO

Dr. Denis Mukwege, fondateur de l'hôpital de Panzi

3 Actualité. Goma : la sécurisation des camps et sites de déplacés de Mugunga au centre des préoccupations de la police de la MONUSCO

5 Les agents pénitentiaires formés sur l'administration publique des prisons à Bukavu

6 Reportage. DDR/RR : mobilisation générale pour le rapatriement des combattants FDLR dans le Nord Kivu

7 Interview. Entretien avec Dr. Denis Mukwege: "La seule façon de répondre à la haine c'est l'amour et le volontariat"

9 Analyse. La population congolaise plus que jamais rapprochée de la MONUSCO

11 Quand la MONUSCO soutient les efforts de la jeunesse pour la paix en Equateur

13 Processus sécuritaire. Dongo : un pacte pour la paix et la réconciliation intercommunautaire

15 Ituri : la MONUSCO déterminée à toujours protéger les populations civiles

Photo couverture :

Des Casques bleus de la MONUSCO sur le terrain au nord de la ville de Goma - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Un bon samaritain à Bukavu

Rentré d'exil, le Dr. Mukwege est arrivé à Bukavu, province du Sud Kivu, le 14 janvier 2013 sous les applaudissements nourris d'une grande foule reconnaissante à son égard. Il avait dû quitter la ville pour des raisons évidentes de sécurité suite à son agression le 25 octobre dernier. Un de ses gardiens y avait d'ailleurs trouvé la mort.

Fondateur de l'Hôpital de Panzi, qui a soigné plus de 40 000 femmes congolaises victimes de violences sexuelles depuis sa création en 1999, le Dr. Mukwege s'est livré aux questions de Jonathan Lorrillard, un membre du staff du Programme des Volontaires des Nations Unies de la MONUSCO. Suivez plutôt ce témoignage poignant.

[Lire l'interview à la 7^{ème} page](#)

Directeur a.i. de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Coordonnateur des Publications
Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Goma : la sécurisation des camps et sites de déplacés de Mugunga au centre des préoccupations de la police de la MONUSCO

Un million de dollars, c'est le montant que la police de la MONUSCO souhaite lever auprès des bailleurs de fonds internationaux pour financer la formation, l'équipement et les émoluments de 150 éléments de la police nationale congolaise au Nord Kivu. Ces policiers ont pour tâche de combattre l'insécurité dans les camps de Mugunga III, ainsi que dans les sites spontanés à la périphérie de Goma que sont Lac Vert, Mugunga I, Nzulo et Bulengo.

✎ Par Clara Padovan/MONUSCO

La Police de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo, dans le Nord Kivu, œuvre pour contribuer à la restauration de la sécurité dans le camp de déplacés de Mugunga III, ainsi que dans les sites Lac Vert, Mugunga I, et Nzulo. Sa contribution à la prévention des actes de banditisme et des viols récurrents dans ces milieux doit passer par le renforcement des capacités de la Police nationale congolaise (PNC), à laquelle revient en priorité cette responsabilité. Le financement de la formation et l'équipement des 150 éléments de la PNC s'élèvent à près d'un million de dollars américains, selon les estimations de la Police de la MONUSCO.

En effet, l'occupation temporaire de la ville de Goma par le Mouvement M-23 en novembre 2012, avait provoqué le déplacement massif des populations vers la localité de Mugunga, située à environ 18 km de cette ville. Du coup, Mugunga, hier un espace rocheux et parsemé de la lave du volcan depuis sa dernière éruption de 2002, a revêtu



Des déplacés en quête de sécurité au Nord Kivu - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

un autre visage, celui d'un véritable camp de déplacés internes où se côtoient des milliers d'hommes et de femmes, d'enfants et de vieillards. Aussi, des délinquants et hors la loi de tous bords y ont-ils trouvé un lieu favorable au vandalisme et aux exactions multiples contre les paisibles occupants.

C'est pour oeuvrer à mettre un terme à l'insécurité dans ce camp, que la Police des Nations Unies a prévu d'y

mener des actions de protection durant les trois prochains mois. La protection des femmes et des enfants des camps et sites de déplacés de Goma est devenue une des plus grandes préoccupations de la MONUSCO.

Constats malheureux

Jacques Desilets, Chef adjoint de la police MONUSCO de Kinshasa, qui a effectué dernièrement une visite



En avant-plan, une femme déplacée et son enfant au camps Mugunga, Goma - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

d'explication sur les efforts de la Police des Nations Unies à la protection des aux déplacés et les agences du système des Nations Unies sur place à Goma, a souligné que la situation d'insécurité des camps de déplacés de Mugunga était "intolérable et impardonnable". De ses consultations sur place avec les différents acteurs politico-administratifs, des agences et des humanitaires, il en a résulté que, les actes de viols dans ces camps et sites temporaires des déplacés sont fréquents et se produisent généralement lorsque les femmes vont à la recherche du bois de chauffage aux abords du Parc des Virunga.

D'autres actes de criminalité sont commis par des bandits armés qui pullulent aux alentours de Mugunga.

Ces derniers cherchent des occasions d'opérer en toute impunité lors de la distribution des vivres aux déplacés. Le Chef adjoint de la Police MONUSCO a également constaté que dans un tel contexte d'insécurité, il est difficile pour les populations vulnérables de ces camps de jouir pleinement de l'assistance humanitaire dont ils bénéficient. Au tableau sombre d'insécurité physique et matérielle, il faut ajouter les dommages moraux et psychologiques dus aux viols que subissent les femmes dans ces camps.

Appui constant de la MONUSCO

Il faut rappeler que la police MONUSCO a mobilisé, au cours de l'année 2012, 10 millions de dollars

américains pour la formation de la Police nationale congolaise. Ces fonds provenaient de plusieurs partenaires extérieurs, dont l'Agence japonaise de Coopération internationale (JICA), l'Agence américaine de Coopération internationale (USAID) et de l'Agence britannique de la Coopération (DFID).

Grâce à l'appui des ces agences, plusieurs centres d'instruction de la police ont été réhabilités et équipés dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. Des infrastructures sociales et administratives ont été construites dans le cadre de la stabilisation de l'Est de la RDC et de la formation des éléments de la police de proximité pour une meilleure gestion des problèmes sécuritaires ■

Bukavu : les agents pénitentiaires formés sur l'administration publique des prisons

Renforcement des capacités des fonctionnaires d'Etat pour la bonne administration, la gestion et la sécurité des maisons carcérales.

✂ Par Tahina Andriamamonjitanasoa/MONUSCO

Quatre vingt quatre agents pénitentiaires ont participé, à Bukavu, le 26 février 2013, à un atelier de formation sur la bonne gestion des prisons. Organisé par la section d'appui à l'administration pénitentiaire de la MONUSCO et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en collaboration avec le ministère de la Justice et Droits humains, l'atelier a eu pour objectif principal de renforcer les capacités du personnel des prisons. Ces lieux de détention ont été construits et/ou réhabilités récemment dans le cadre du Plan de stabilisation et de reconstruction pour les zones sortant d'un conflit armé (STAREC), initié en 2009 par le gouvernement congolais.

Dans l'Est de la République démocratique du Congo, plus d'un tiers des infrastructures publiques ont été saccagées ou détruites par les guerres successives. De même, l'appareil judiciaire, garant de la justice et du droit, est quasi-inexistant dans certaines

contrées du pays. Ces bouleversements sociaux consécutifs aux conflits armés ont fait accroître les besoins d'accès à la justice en vue de mener une lutte contre l'impunité.

L'atelier destiné à ces agents, dont la plupart étaient venus du Nord-Kivu,



Un détenu conduit en prison par des éléments de la Police Nationale Congolaise - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

a permis à ces derniers d'acquérir des notions pratiques sur la réglementation pénitentiaire, notamment par la revue des textes nationaux et internationaux, le code de déontologie et l'éthique professionnelle, le rôle et la fonction de surveillant de prison, et le respect des droits des détenus.

Succès

L'occasion a été propice pour ces fonctionnaires de l'État d'échanger avec les formateurs non seulement sur la sécurité pénitentiaire, la maîtrise des modes et techniques d'intervention et le maintien de l'ordre en milieu carcéral en cas de mutinerie, mais aussi sur les techniques du greffe et la réinsertion sociale des détenus. Il est attendu des apprenants l'application des notions étudiées dans l'administration des maisons carcérales.

Dans son allocution d'ouverture de l'atelier, la chef de bureau ad interim de la MONUSCO/Sud-Kivu, Christine Kapalata, a souligné l'importance d'une telle formation pour l'Etat congolais

et pour la communauté internationale qui l'accompagne dans le processus de renforcement des piliers institutionnels. La démarche, a-t-elle estimé, vise l'avènement d'un Etat de droit où les principes fondamentaux de la démocratie et des droits des citoyens sont respectés ■



Sensibilisation de la population au processus de rapatriement au sud Lubero -
Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

DDR/RR : mobilisation générale pour le rapatriement des combattants FDLR dans le Nord Kivu

Une mission du programme de Désarmement, Démobilisation, Réintégration/Réinstallation et Rapatriement (DDR/RR) du Bureau de la MONUSCO à Goma s'est rendue récemment dans le territoire de Lubero pour sensibiliser les combattants des Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) et leurs dépendants sur le bien-fondé du processus de démobilisation et de rapatriement.

✂ Par Jonathan Lorrillard/MONUSCO

Environ deux mille combattants FDLR sont toujours actifs en République démocratique du Congo. Ce nombre est toutefois jugé inférieur aux estimations antérieures, étant donné le progrès réalisé par le programme DDR/RR.

Justin, un des cadres du programme DDR/RR, s'agit derrière une enceinte surdimensionnée. Son collègue Vatiri, micro en main, chauffe déjà sa voix. Abdouli quant à lui organise,

au téléphone, la prochaine séance de sensibilisation. Et Estelle, chef d'équipe, coordonne tout avec dextérité.

Pendant quatre jours, en février dernier, les membres de cette équipe du programme DDR/RR ont visité cinq villages avec, apparemment, la même routine : rencontrer les autorités locales, s'assurer de la disponibilité d'une salle, sortir le matériel de projection des véhicules et le monter, attirer les

villageois à l'aide de grands tubes de musique congolaise, projeter le film de sensibilisation, répondre aux questions des spectateurs, ranger le matériel et reprendre la route.

Mais le diable se cache dans le détail. En réalité, ces projections n'ont rien de routinier. Tout est à redéfinir, chaque jour est à construire, avec son lot de nouveautés et de surprises. Même les films projetés semblent se transformer sous l'influence des yeux qui les regardent. Seul le message reste identique : la paix dans l'Est de la RDC ne reviendra pas sans la démobilisation et le rapatriement des combattants FDLR, et ce processus ne saurait se faire sans le soutien de l'ensemble de la population.

Mobilisation

Les spécialistes du DDR/RR délivrent un message clair et sincère sur la nature, le fonctionnement et les réalités du processus de démobilisation et de rapatriement. Ainsi, tout au long de l'opération de retour et de réintégration, les FDLR et leurs dépendants sont épaulés par la MONUSCO et les gouvernements congolais et rwandais.

Les candidats au retour sont tout d'abord accueillis dans les dizaines de camps d'accueil répartis dans tout l'Est de la RDC avant d'être transportés vers les camps de transit de Goma (Nord Kivu) ou Bukavu (Sud Kivu). Là, ils sont logés et nourris par la MONUSCO. Ils sont ensuite accueillis dans les centres de réintégration de Mutobo ou Muhazi au Rwanda où ils sont aidés à reprendre leur place dans une société qui leur tend les bras.

Les projections de films DDR/RR ont eu un impact tel que cette section va devoir adapter son contenu à ce public élargi en augmentant le nombre de films, notamment en Kiswahili ■

Suite de la 2^{ème} page

Entretien avec Dr. Denis Mukwege: "La seule façon de répondre à la haine c'est l'amour et le volontariat"

Propos recueillis par Jonathan Lorrillard/MONUSCO

Docteur, vous avez récemment déclaré : "Beaucoup d'hommes ont l'impression que le viol n'est qu'un rapport sexuel non-souhaité. Mais ce n'est pas ça. C'est une destruction!" Pourriez-vous revenir sur cette citation ?

Dr. Mukwege : En effet, beaucoup d'hommes estiment que la satisfaction de leurs désirs légitime le viol. Une fois que l'acte est commis, ils oublient. Mais la femme, elle, porte ça en elle toute sa vie. Quand vous parlez avec une

femme victime plusieurs années après l'agression, elle se rappelle très bien du déroulé des événements. Les déchirements physiques et psychologiques la suivent toute sa vie. J'insiste : il faut que les hommes puissent comprendre que prendre une femme par force, ce n'est pas un rapport sexuel, c'est une violence physique, mais



Dr. Mukwege, recevant une rose des mains d'une jeune fille à Bukavu - Photo MONUSCO



Des femmes en liesse à Bukavu suite au retour du Dr. Mukwege - Photo MONUSCO

surtout une violence psychologique. Les filles que je vois, continuent à pleurer plusieurs années après. Plusieurs années après, elles sont incapables d'avoir un orgasme, plusieurs années après elles ont encore peur des hommes.

Vous venez de parler de déchirures physiques et de déchirures psychologiques, le traitement que vous proposez ici à l'hôpital de Panzi offre une triple prise en charge : psychologique, médicale et sociale. Pouvez-vous revenir sur l'importance de ces trois composantes ?

En fait les personnes que nous soignons ici, ce sont des patientes qui ont été violées par un groupe d'individus. Les agressions qui ont lieu pendant des conflits sont souvent des viols collectifs.



L'hôpital de Panzi, à Bukavu - Photo MONUSCO

Et ces viols collectifs ont de graves conséquences en ce qui concerne la santé physique.

D'abord il y a les lésions génitales qui sont dues à ces rapports brutaux, multiples et sans aucune préparation. Mais en plus de cela, ce sont souvent des actes qui sont commis par des gens qui veulent faire du mal à la communauté et donc il y a des tortures qui s'en suivent et ses tortures sont de tous types. Ce sont en général des infections et des plaies graves qui touchent les organes proches de l'appareil génital tel que l'appareil urinaire ou l'appareil digestif.

Les femmes viennent donc à l'hôpital parce qu'elles saignent, elles ont des blessures, des pertes et des incontinences. Mais lorsque nous les accueillons, nous leur offrons le soutien psychologique dont elles ont terriblement besoin. Une fois que nous avons réglé les problèmes physiques, la vulnérabilité psychologique demeure. Ces femmes sont abandonnées par la famille, par le mari et par la communauté. De là, découle immédiatement des difficultés

socio-économiques. L'exclusion sociale entraîne de lourdes pertes d'un point de vue financier. C'est pour cela que nous les aidons financièrement à intégrer une nouvelle communauté.

Enfin, nous avons aussi un volet juridique. Quand les femmes connaissent leurs agresseurs, nous les assistons avec des avocats qui vont les défendre devant les tribunaux. Nous avons déjà gagné beaucoup de procès.

A votre retour à Bukavu le 14 janvier 2013 vous avez déclaré : "Il faut continuer à combattre la haine par l'amour, c'est la seule solution". Un mois plus tôt, l'adjoint du Représentant spécial des Nations Unies en RDC, M. Moustapha Soumaré, nous disait que "Le volontariat c'est de l'amour". Si je combine ces deux citations en un syllogisme j'en arrive à dire que le volontariat permet de combattre la haine.

C'est très vrai. Le volontariat c'est un don de soi. Se donner pour la cause de l'autre c'est même la définition de l'amour.

Et comment peut-on faire avancer ce

monde sans amour ? Les Volontaires des Nations Unies, sont ici pour offrir la paix et un cheminement vers un meilleur développement. J'apprécie beaucoup le travail qu'ils effectuent. Quand on est volontaire on travaille sans compter, car on se sent porté par cet amour que nous offrent ceux qui n'ont pas la même chance. Et je le répèterais autant de fois que cela sera nécessaire : la seule façon de répondre à la haine c'est l'amour.

Lorsqu'on accepte d'être volontaire pour une bonne cause, pour prêcher la paix, c'est ça l'amour.

Vous-venez d'avoir 58 ans docteur, qu'auriez-vous souhaité que l'on vous offre ?

La paix ! Je sais que Ban Ki-moon [ndlr: Secrétaire général des Nations Unies] personnellement travaille énormément en faveur de la paix dans la région. Je lui demande de poursuivre son travail malgré les difficultés, malgré les déceptions, malgré la frustration.

Oui, le plus beau cadeau que l'on puisse me faire, c'est la paix ■



Des victimes de viols à l'hôpital de Panzi - Photo MONUSCO

Protection des civils en situation d'urgence

La population congolaise plus que jamais rapprochée de la MONUSCO

Des populations civiles congolaises plus que jamais rapprochées de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et de plus en plus impliquées dans la gestion de leur sécurité grâce aux mécanismes d'alertes communautaires.

✂ Par Valerie Petit/MONUSCO

En décembre 2012, conformément à son mandat en matière de protection des civils, la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO a introduit un projet pilote de système d'alerte pour les communautés en situation d'urgence. La Section s'adresse à 250 communautés qui vivent dans des régions à haut risque, exposées à des menaces imminentes de violence dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et Orientale. L'objectif immédiat de ce projet est la mise en place d'un système d'alerte rapide pour permettre aux communautés locales dans des régions isolées de contacter la MONUSCO et/ou les autorités locales en cas de menaces imminentes qui pèsent sur la sécurité des civils.

La structure initiale du projet comprenait la création d'un Groupe fermé d'usagers employant douze téléphones mobiles pour un maximum de dix communautés. Les populations locales ont sélectionné des points focaux parmi leurs dirigeants ; ces derniers ont reçu des téléphones portables afin de pouvoir alerter la MONUSCO en cas de menace. Aujourd'hui, plus d'un million de personnes dans quelque 225 communautés des zones les plus reculées et peu peuplées sont reliées à la MONUSCO. Suite à une évaluation

interne achevée en décembre 2012, la MONUSCO a décidé de fermer 14 Groupes fermés d'usagers qui n'ont pas donné de résultats satisfaisants.

Ainsi, en 2013, 28 des Groupes fermés seront opérationnels disposant de 283 téléphones. Ce qui couvre plus d'un million de personnes dans 225 villages. Parallèlement, la MONUSCO fournira chaque mois des cartes SIM prépayées à titre de US \$ 50 à 26 bases opérationnelles

de compagnie/bases opérationnelles temporaires additionnelles, afin qu'elles puissent communiquer avec les communautés à risque qui ne sont pas couvertes par le projet pilote.

Des résultats prometteurs

Entre octobre 2011 et décembre 2012, les communautés ont transmis plus de 300 alertes à la MONUSCO suite à des menaces émanant de Forces Armées et/



Une équipe de protection conjointe de la MONUSCO sur le terrain - Photo Sylvain Liechti/MONUSCO



Le 12 février 2013, à Pinga, dans l'Est du pays, l'équipe de protection conjointe a enquêté sur les menaces contre les civils -
Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

ou des milices. Cent-deux de ces alertes concernaient des vols, pillage et taxations abusives ; 66 étaient liées à des mauvais traitements physiques (y compris la violence sexuelle et sexiste), et 60 à une restriction de mouvements (y compris des enlèvements). La Force de Réaction Rapide de la MONUSCO a répondu à 27 alertes directement, tandis que des patrouilles d'enquête ont traité 99 cas moins urgents. De plus, 141 cas ont été transmis par la MONUSCO aux Forces armées nationales de la RDC (FARDC) et la Police nationale congolaise, ainsi qu'aux autorités locales, pour intervention directe.

Globalement, le projet est parvenu à obtenir une plus large implication de communautés dans la gestion de leur sécurité, et a contribué à l'augmentation des capacités des autorités nationales de

répondre aux menaces et à les diminuer. Le projet est aussi un outil qui sert à évaluer l'efficacité de la réponse de la MONUSCO aux demandes de protection des communautés. Mais surtout, grâce à lui, des discussions régulières ont pu être initiées et facilitées entre les communautés, les autorités nationales et la MONUSCO sur des questions relatives à la protection.

Instaurer la confiance

Les meilleures pratiques ont montré qu'il fallait un bon réseau de contacts de confiance parmi la population civile afin de pouvoir établir un système viable d'alerte et de réponse rapide pour les communautés. Ce système est plus efficace lorsque les communautés identifient leurs propres priorités en termes de protection, par le biais d'une

approche participative, impliquant la gestion et la maintenance de l'équipement par la communauté. Dès lors, le projet se concentrera sur l'établissement de liens de confiance avec les communautés ainsi que leur auto-suffisance. La MONUSCO a l'intention d'élargir sa collaboration et son engagement avec les comités de protection des communautés, responsables de formuler des plans de protection. Le PNUD soutiendra le projet pilote des communautés en situation d'urgence en termes de développement des projets d'alertes précoces à long terme, d'identification et de soutien de partenaires locaux. Ceci visera à établir des comités communautaires de protection afin de formuler et financer les besoins de protection en tant que partie intégrante du concept de développement du village ■



Des Casques bleus venus encadrer des jeunes gens lors d'une activité de sensibilisation - Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

Quand la MONUSCO soutient les efforts de la jeunesse pour la paix en Equateur

Il y a un peu plus de deux ans, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) appuyait la naissance du Comité de Jeunes pour la Paix en Equateur (CJP). Plate-forme de jeunes qui militent pour la paix et prônent le changement des mentalités, ce comité fait une campagne de sensibilisation dans les écoles de Mbandaka, Gemena, Enyele et de l'intérieur de la province, avec l'appui de la MONUSCO. L'objectif visé est d'œuvrer pour la consolidation de la paix, mais aussi d'apprendre aux jeunes la culture de la paix et du dialogue. Carl Kayongo Shako, un membre du CJP, décrit la mission et la raison d'être de ce projet dans une interview accordée à "Echos de la MONUSCO".

✂ Propos recueillis par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

ECHOS DE LA MONUSCO : comment est né le CJP et quels étaient ses objectifs initiaux ?

Carl Kayongo Shako : Le CJP est né dans un contexte où, nous, jeunes

de différentes structures de la place, notamment le RJMP (Réseau Jeunes dans le Monde pour la Paix), le RACOJ (Réseau des Associations Congolaises des Jeunes contre le Sida) et le MAJ

(Mouvement d'Action des Jeunes), nous rappelant des conséquences néfastes des dernières guerres qu'a connues notre pays en général, et en particulier la Province de l'Equateur avec le



Les jeunes, l'avenir du pays se mobilisent pour l'unité entre eux et leurs communautés - Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

mouvement insurrectionnel du MLIA en 2009-2010, avons résolu de nous regrouper au sein d'un Comité. Son objectif était de promouvoir la culture de la paix dans les milieux des jeunes à travers la sensibilisation à la non-violence, à la culture de la contradiction, du dialogue et du respect mutuel mais aussi à la résolution pacifique des conflits. Cela, après nous être rendus compte que les jeunes sont en même temps acteurs et victimes des conflits.

Quel a été le rôle joué par la MONUSCO dans cette structure ?

Comme ce projet allait dans le même sens que la mission de la MONUSCO, celle-ci a accepté de nous appuyer. D'abord techniquement, en donnant, en date du 28 novembre 2010, une formation sur les types et les techniques de résolution des conflits et quelques méthodes de

sensibilisation, aux dix jeunes venant de différentes structures de la ville de Mbandaka et constituant le CJP. Mais, l'appui de la MONUSCO est aussi logistique et financier. Grâce à elle, nous avons organisé de nombreuses activités qui, sans cet appui, n'auraient jamais eu lieu. Nous nous sommes également rendus dans plusieurs localités dont Bikoro, Enyele et Gemena, grâce à l'appui logistique de la MONUSCO.

Comment fonctionne concrètement le CJP ?

Comme je viens de le dire, avec l'appui de la MONUSCO, nous descendons dans des écoles tant du chef-lieu de la province que dans celles de l'arrière de la province, pour y organiser des conférences-débats avec des associations et mouvements de jeunes et des étudiants. Au cours de ces séances de sensibilisation, nous

prêchons la culture de la paix en invitant les jeunes à promouvoir les valeurs qui fondent cette denrée rare : la tolérance, l'acceptation mutuelle, la cohabitation pacifique, etc.

Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans votre travail ?

Nos difficultés sont essentiellement liées à deux choses : l'inaccessibilité à certains coins de la province par manque de moyens et l'absence de partenaires financiers dont l'aide nous permettrait d'atteindre toutes les couches de la jeunesse et tous les coins de la province. C'est vrai, l'action du CJP n'est jusque-là visible que dans les grands centres urbains que nous atteignons grâce à l'appui logistique de la MONUSCO. Mais, le problème de la paix dans la province de l'Equateur est général; cette paix obtenue mais qui demeure fragile.

Quel message pouvez-vous adresser à la jeunesse de l'Equateur, dans le cadre de la stabilisation de la paix ?

La jeunesse doit savoir que les conflits, la guerre et la violence n'apportent rien, si ce n'est la désolation, la destruction. Ils ralentissent l'effort de développement de la province. L'histoire et l'expérience nous l'ont prouvé : la guerre fait reculer de plusieurs années en arrière. Aux jeunes, je dis ceci : faisons de nous des militants de la paix. Luttons tous pour la cohésion nationale, pour l'unité. Ne cédon pas aux incitations à la haine ni aux tentatives d'instrumentalisation des hommes politiques. Et parce que les conflits sont inhérents à la vie de l'homme, recourons à des voies pacifiques pour les résoudre, et non à la violence, car celle-ci n'apporte aucun dividende à la construction de nos communautés et de notre province ■

Dongo : un pacte pour la paix et la réconciliation intercommunautaire

Avec l'appui de la MONUSCO et de ses partenaires, les communautés du territoire de Kungu au Sud-Ubangui, province de l'Equateur, jadis en conflit, ont décidé d'enterrer la hâche de guerre.

✂ Par Jean-Tobie Okala et Régine Boku/MONUSCO



Une habitation détruite et pillée lors des affrontements entre les communautés au sud-Ubangui - Photo MONUSCO

Avec des centaines de morts, des milliers de blessés, plus de cent mille déplacés internes, l'insurrection du Mouvement de Libération des Indépendants et Alliés (MLIA) a fait de nombreux dégâts en Equateur entre 2009 et 2010. Les populations du secteur de Dongo ont décidé d'en finir avec ce conflit qui les divisait.

"Plus jamais ça !". C'est en substance le principal message lancé conjointement par les communautés

du territoire de Kungu, secteur de Dongo au Sud-Ubangui le lundi 18 février dernier. Pour confirmer leur engagement, les tribus Lobala, Bomboli, Bomboma et Monzombo ont signé ce jour là un document présenté comme un pacte de non-agression et de réconciliation communautaire. L'événement de portée historique s'était déroulé à Gemena en présence du Ministre national de l'Intérieur, Décentralisation et Affaires coutumières, Richard Mueyz.

Etaient également présents à cette importante cérémonie, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies chargé des Affaires humanitaires, Moustapha Soumaré; des membres du corps diplomatique, notamment du Japon, de la France et de la Grande-Bretagne, ainsi que les autorités provinciales et quelques responsables du système des Nations Unies.

Ce pacte, a indiqué le porte-parole des signataires, consacre non seulement la fin de la violence, mais aussi l'ouverture au dialogue. Après un repas festif entre les représentants de différentes communautés, ils ont remis une machette symbolique au ministre Mueyz, preuve qu'ils ont enterré la hâche de guerre.

Actes et gestes d'engagement pour la paix

Un autre rite traditionnel avait été organisé. Deux draps de couleur rouge, symbole de la colère, de la guerre ou du sang, ont été déchirés en quatre parties et remis au ministre de l'Intérieur. Deux autres draps de couleur blanche symbolisant la paix ont été déchirés et distribués en morceaux aux représentants des communautés. Les membres des quatre ethnies, qui ne se parlaient plus depuis quatre ans,



Des Casques bleus en patrouille autour de Goma - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

réfugiés et déplacés internes dans la sécurité et la dignité”.

La paix, obtenue aujourd’hui à Dongo, est le fruit des efforts des Nations Unies et des autorités congolaises. Et pour qu’elle dure, elle doit être soutenue par des projets de développement. Ainsi, le 18 février dernier, l’UNICEF a annoncé de nouveaux projets dans le domaine de l’Education. Au total, plus de 15 millions de dollars américains ont été dépensés par les Nations Unies depuis 2010 dans l’aide humanitaire en Equateur.

“Cette aide doit et va être progressivement remplacée, dans la perspective du programme de consolidation de la paix, par une assistance au développement qui assurera des conditions de retour et de réinsertion favorables, avec le soutien indispensable des partenaires de coopération”, a déclaré Monsieur Soumaré ■

se sont levés et embrassés, sous les applaudissements nourris des membres de communautés.

Le Ministre de l’Intérieur Richard Muyeze a appelé ces communautés à bannir ce qui les divise et à capitaliser plutôt ce qui les unit. Pour la pérennisation de la paix à Dongo et plus globalement dans le territoire de Kungu, le Ministre de l’Intérieur a annoncé la mise en place de deux comités de suivi: l’un au niveau local, l’autre au plan national qui sera composé de députés nationaux originaires du territoire de Kungu.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Moustapha Soumaré, s’est dit satisfait de cette cérémonie, car, pour lui, *“la réconciliation communautaire est une condition indispensable au retour des*



Moustapha Soumaré, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC (centre) - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Ituri: la MONUSCO déterminée à toujours protéger les populations civiles

Une intervention militaire et sécuritaire à Mambasa renforce la présence de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo dans la Province Orientale.

✂ Par Amadou Maïga/MONUSCO

Mambasa, territoire situé à 170 km à l'Ouest de Bunia, district de l'Ituri, dans la Province Orientale, a été de nouveau attaqué en janvier dernier par un groupe Maï Maï Simba, connu désormais sous le nom de Maï Maï Simba/Lumumba, un groupe armé composé d'environ 300 miliciens dont 70 femmes, et commandé par Paul Sadala dit "Morgan".

Retour aux faits

Les attaques des Maï Maï Simba/Lumumba contre les populations civiles avaient commencé d'abord par un affrontement entre les éléments du 9051^{ème} Bataillon des Forces armées de la RDC (FARDC) dans la journée du 5 janvier 2013, dans la localité de Maboukousi située à environ 27 km à l'Ouest de Mambasa, entraînant par la suite la fuite des populations vers des localités voisines sous contrôle de "Morgan" et de ses hommes.

Ensuite, le 6 janvier dans la soirée, les FARDC appuyées par les casques bleus de la Brigade d'Ituri de la MONUSCO avaient lancé une contre-offensive sur la cité de Mambasa jusque-là sous-contrôle desdits Maï Maï. La contre-offensive avait permis, quelques heures plus tard après son lancement, de chasser les assaillants, ainsi que leur commandant Morgan, hors de Mambasa.



Un casque bleu veille sur un groupe d'enfants dans un camp de déplacés non loin de Goma - Photo MONUSCO/Jonathan Lorrillard

Suite à cette attaque, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) en Ituri avait dépêché sur place, en compagnie d'un coordinateur humanitaire du Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), une mission d'investigation. Objectif ? Faire l'évaluation de la situation des droits de l'Homme et de la protection; vérifier les allégations de viol collectif des femmes dénoncé lors de cette attaque, ainsi que des enlèvements; et faire la cartographie des localités affectées et des sites qui ont accueilli des déplacés. Il a fallu également évaluer les

besoins humanitaires et de protection; déterminer le niveau d'insécurité auquel sont exposées ces populations dans la Réserve à faune d'Okapis, et dans les localités minières environnantes.

Pour sécuriser Mambasa, dans l'avenir, les FARDC devront désormais être plus actives sur le terrain afin de déjouer à temps toute menace des Maï Maï Simba/Lumumba. Il a été exigé l'installation d'un camp permanent des Casques bleus à Mambasa en vue non seulement de renforcer la présence de la MONUSCO, mais aussi d'assurer la protection des personnes déplacées et de dissuader toutes incursions éventuelles des groupes armés ■



“ La protection des civils demeure certes la priorité de la MONUSCO, mais la réforme du secteur de la sécurité doit être au centre du mandat de stabilisation et de consolidation de la paix de la Mission”.

Alinéa 6 de la Résolution 2053 (27 juin 2012) du Conseil de sécurité des Nations Unies.



Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 7368 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org



twitter.com/MONUSCO



www.youtube.com/MONUSCO